

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

### Déclaration de la République Démocratique du Congo à la 9<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur les Changements Climatiques.

Jacques TUNGUNI DIA MANSONI

Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts

Milan, 10 décembre 2003.

Monsieur le Président,

Le premier Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992 a marqué un tournant dans la manière d'aborder l'environnement et le développement. Dix ans après l'Assemblée générale a convenu que le Sommet de Johannesburg serait officiellement baptisé « Sommet mondial de développement durable ; Johannesburg 2002 ». Ce Sommet avait pour but de réaffirmer, au plus haut niveau politique, l'engagement mondial envers le partenariat Nord/Sud visant à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 21.

La République Démocratique du Congo (RDC), de par sa politique de conservation et de protection de l'environnement espère contribuer de façon significative au défi du développement durable de notre planète terre.

Je vous remercie d'avoir accepté de prêter vos compétences, pour examiner sans passion le contour de la question environnementale touchant la gestion du secteur de la foresterie qui préoccupe au plus haut point la République Démocratique du Congo (RDC).

C'est une priorité à laquelle, la RDC attache tant d'importance que le Président de la République a promulgué la loi n° 01/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier. Le projet « Appui à la Relance du Secteur Forestier » dont la mission se résume en l'assistance au gouvernement de la RDC dans la préparation des mesures d'exécution en vue de la mise en œuvre des réformes de la loi et les « Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation aux Changements Climatiques » (PANA), sont des amorces d'un engagement démocratique auquel nous voulons que la société congolaise adhère, grâce à un vaste débat et une large concertation qu'il appartient d'organiser. Le premier projet aborde des questions de zonage forestier, d'aménagement forestier et du territoire national, des modalités d'exécution du code forestier, tandis que le second se préoccupe de l'adaptation de la RDC au regard de sa vulnérabilité face aux effets néfastes de changements climatiques.

La République Démocratique du Congo est venue à la présente Conférence mondiale des parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en vue d'œuvrer de façon constructive au renforcement de la coopération internationale face à un défi environnemental important.

Je félicite les négociateurs pour leurs travaux qui avaient permis de parvenir le 23 juillet 1997, à un accord sur le Protocole de Kyoto. Nous portons à la connaissance de la communauté internationale, l'intention de la République Démocratique du Congo de ratifier ledit protocole.

Avec ses 47 % des forêts tropicales du Continent africain, la RDC estime qu'elle constitue un puit important de séquestration du carbone, et qu'il serait souhaitable que le mécanisme pour le Développement Propre (MDP) s'y penche d'avantage. Le Protocole de Kyoto tente de répondre à la dimension mondiale de la protection du climat et à la nécessité de minimiser les coûts, en introduisant un mécanisme innovant du climat, le mécanisme pour un

développement propre (MDP). Ce mécanisme basé sur des projets, entend conjuguer deux objectifs de la Convention et du Protocole :

1. aider les pays développés à réaliser leurs objectifs en termes d'émissions et ;
2. dans le même temps, aider les pays en développement à atteindre un développement durable.

Il est clair, dans ce nouvel effort de décentralisation des programmes forestiers vers l'exploitation rationnelle des ressources pour le développement, que le rôle de Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques (GIEC) sera décisif.

Les puits forestiers de carbone controversés dans le cadre des négociations internationales sur le climat ne sont que partiellement autorisés à titre de projets MDP. Nombreux en effet sont ceux qui craignent que ces projets ne permettent pas l'absorption durable de CO<sub>2</sub> et qu'ils ne fassent que détourner le déboisement en d'autres lieux. Dans la première période d'engagement, seuls sont autorisés les projets de reboisement, les projets de protection des ressources forestières en revanche ne le sont pas. Des règles applicables aux projets de puits au titre du MDP doivent être définies d'ici la fin 2003.

Pour la RDC, le MDP est un moyen privilégié pour atteindre avec efficacité et souplesse les objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre arrêté à Kyoto en 1997. La RDC peut profiter de l'aide mise dans le cadre de MDP pour parvenir à un développement durable, ainsi qu'à contribuer à l'objectif ultime de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Le MDP permettra à la RDC de mettre en œuvre des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre et recevoir des crédits pour l'application de ses projets sous la forme réduction d'émissions certifiées (REC). Les Projets sur le captage du SO<sub>2</sub> de la GECAMINES et du gaz méthane produit par les sociétés pétrolières installées le long du littoral congolais sont à soumettre auprès des bailleurs de fonds dans le cadre de MDP. Tout de même, il y a nécessité actuellement d'une formation sur la mise en place d'une transaction de vente de crédits de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'intention de l'unité nationale chargée du MDP.

De l'avis de plusieurs Parties en développement et les pays les moins avancés (PMA), les approches de formation sont apparues intéressantes pour l'ensemble des communications nationales. Les cours spécialisés et de brefs stages de formation dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la foresterie au regard des changements climatiques ont apparus comme une nécessité impérieuse.

La RDC considère l'adaptation comme un problème majeur mais elle ne peut présenter que des mesures possibles sans évaluer. En effet, l'un des principaux obstacles à l'évaluation de la vulnérabilité et l'adaptation est le manque de capacités pour effectuer des évaluations dont les résultats soient suffisamment fiables pour pouvoir être intégrés au processus de planification du développement national. Par ailleurs, la RDC pense qu'il serait nécessaire de consacrer d'avantage d'effort à l'exécution d'évaluation intégrées, y compris socio-économiques, à la définition de possibilités d'adaptation et à l'étude de leurs incidences financières.

La RDC s'associe à toute les Parties qui pensent que la mise en œuvre des forêts et leur préservation sont des mesures très importantes pour combattre la dégradation des sols, préserver les espèces et surtout piéger le carbone. Elle sollicite un concours technique et financier pour l'aider à réunir et à communiquer les informations pertinentes en rapport avec la séquestration de carbone par ses forêts. Ici, j'invite la Conférence de tenir compte de l'existence des conditions propres et des situations particulières de chaque pays Parties.

La RDC est classée par CNUCED dans la catégorie des PMA, et sur base de son Indicateur du développement Humain (IDH) du PNUD, fondé sur trois indicateurs du développement : une vie prolongée et une bonne santé, mesurée par l'espérance de vie à la naissance ; l'acquisition de connaissances, mesurée par l'alphabétisation des adultes et par le taux global de fréquentation de l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire et, enfin, un niveau de vie décent, mesuré par le produit intérieur brut par habitant, est rangée dans la catégorie des pays à développement humain faible.

La RDC souhaite des mesures « intersectorielles » susceptibles de renforcer les capacités d'adaptation. Elles consisteraient notamment à favoriser une élévation du niveau de vie, à améliorer les systèmes de santé, à élaborer et à appliquer une législation dans le domaine de l'environnement, à intégrer la question des changements climatiques dans les plans et programmes nationaux de développement, à favoriser la sensibilisation du public et à promouvoir un développement durable.

La RDC pays Partie, considère la lutte contre la pauvreté comme une priorité de développement et parmi d'autres priorités, on peut citer la technologie et la recherche agronomique, l'aménagement des zones côtières, la protection de la diversité biologique, l'alerte et la préparation en cas de catastrophe.

Dans un élan de responsabilité commune et différenciée de toutes les Parties de soutenir sans atermoiement les initiatives des fonds d'action pour les changements climatiques en vue de faciliter le développement durable et le déploiement par Parties de l'Annexe I de la technologie novatrice et propre, afin de soutenir l'objectif ultime de l'Agenda 21, particulièrement de celui en rapport à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, visant à réduire les gaz à effet de serre, tout en assurant le développement socio-économique.

La RDC en appelle à la Communauté Internationale, pour une mise en œuvre des politiques humainement saines, des modèles innovatrices des progrès pour répondre aux priorités gouvernementaux.

P

our la RDC, l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques inévitables du climat représentent un défi de taille. Il est clair pour nous, que les politiques des créations des vastes aires protégées, aux côtés du développement de nouvelles technologies propres, sont essentielles à la communauté internationale dans la mesure qu'elles peuvent contribuer à la réduction des gaz à effet de serre.

La politique de la RDC permet à la Communauté humaine de remplir le mandat principal en matière de réduction des GES et qui à même temps améliore la santé, l'environnement et la sécurité.

La RDC note avec intérêt les travaux d'amélioration de la capacité des arbres à absorber le dioxyde de carbone au Chili. En effet, le piégage du carbone est un procédé naturel [par lequel les arbres et les autres plantes captent le CO<sub>2</sub>, et ralentissent son rejet dans l'atmosphère.

Dans le cadre des synergies entre les conventions des Nations Unies, notamment la Convention sur la Diversité Biologique et le Protocole de Carthagène, relatif à la sécurité biologique. Les plantes issues de la recherche de l'Institut INFO de la Chili sont inoculés de champignons naturels avant leur mise en plantation afin d'accroître leur capacité à absorber l'humidité et les nutriments du sol. Grâce à cette inoculation, les taux de croissance et de

survie sont plus élevés, ce qui entraînera une hausse du carbone piégé et par conséquent, une baisse des GES dans l'atmosphère. Quoique très intéressant, La RDC souhaite plus de prudence pour des tels projets...

La RDC, estime qu'il est certainement impératif de tendre vers plus d'équité et d'enclencher le plus rapidement possible une dynamique de solidarité internationale. Chacun à son niveau peut et doit agir.

La RDC pense que la ratification et l'entrée en vigueur rapide du Protocole de Kyoto sont un premier pas indispensable pour aller plus loin. Elle envisage que les négociations se poursuivent et que, pour que, pour les futures périodes d'engagements, de nouvelles dispositions fixent aux pays industrialisés des objectifs de réduction beaucoup plus ambitieux.

La RDC souhaite instamment la mise en place d'un organe d'observation chargé de veiller aux engagements des pays et de sanctionner les défaillances.

Pour permettre aux fonds mondiaux d'adaptation de remplir leurs contrats, la RDC pense qu'il est nécessaire d'accroître les fonds de solidarité et d'adaptation aux changements climatiques.

La RDC suggère en particulier à la COP, que la participation des pays du Sud aux négociations soit renforcée.

La RDC encourage en particulier le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) de prêter une attention spéciale au tourisme et l'inclure dans son quatrième rapport d'évaluation.

Tout en se félicitant des acquis de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, la RDC appelle à la poursuite des efforts, dans un esprit de concertation, de solidarité et de continuité. Elle insiste sur l'importance de placer la synergie entre les conventions au centre de ces sujets.

Monsieur le Président,

Je tiens une fois de plus à vous remercier et salue toutes les initiatives et mesures de nature à créer le développement durable pour la République Démocratique du Congo au cœur du continent africain.

Je vous remercie